

FACE À MACRON ET LA LOI DES PATRONS, RIPOSTONS !

Au pouvoir depuis deux ans à peine, ce gouvernement est **un véritable char d'assaut au service du patronat**. Aucun gouvernement, depuis des décennies, n'avait osé s'attaquer aussi massivement aux droits des travailleur·euse·s : **destruction programmée de notre protection sociale** (sécurité sociale, retraite, chômage), **flicage des chômeur·euse·s**, **démantèlement de la fonction publique**, **attaques contre la représentativité syndicale**... Tout ceci ajouté aux deux lois Travail qui ont rendu les employeur·euse·s tou·te·s puissant·e·s en termes de négociations d'entreprise. **D'ici quelques années nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer.**

Face à la colère et la détermination des gilets jaunes qui ne faiblissent pas après douze semaines de mobilisation, Macron n'a eu d'autre choix que de faire mine de céder. Cependant, si elle va faire du bien au portefeuille des travailleur·euse·s les plus démun·e·s, **la soi-disant augmentation du SMIC n'est en fait qu'une vaste arnaque**. En effet, il s'agit d'une nouvelle baisse de nos cotisations sociales (qui financent sécurité sociale, assurances retraite et chômage), à laquelle s'ajoute une augmentation de la prime d'activité. Si notre pouvoir d'achat va augmenter à court terme, cela n'aura aucune incidence sur nos retraites (qui seront diminuées au contraire par l'augmentation de la CSG) ou nos indemnités chômage (fortement menacées par les négociations en cours). **Seule une augmentation du salaire brut permettra une réelle revalorisation de nos revenus !**

Face à la toute puissance patronale, imposons le rapport de force et la démocratie directe !

Afin de renverser la vapeur, il nous faut créer un rapport de force pour contraindre le gouvernement et le patronat à céder, et gagner de nouveaux droits.

La mise en place du Referendum d'Initiative Citoyenne ne nous paraît pas permettre d'instaurer un réel débat démocratique. En effet, quelles que soient nos revendications, nous ne doutons pas que les différents gouvernements sauront orienter les questions afin de gagner à tous les coups tout en laissant croire au mirage d'une société apaisée. Il n'y a rien non plus à attendre d'un Grand Débat organisé par des institutions obstinément « sourdes » aux revendications portées par les mobilisations sociales, débat par ailleurs orchestré par des élu·e·s aux ordres et qui a tout du grand spectacle. Ses lignes sont d'ores et déjà tracées, les options en sont verrouillées sur le dogme du démantèlement des services publics, ce débat n'autorisera que des propositions et des discussions inoffensives pour la politique libérale du gouvernement. Qui peut encore croire qu'il apportera plus de démocratie ?

Le seul moyen d'obtenir satisfaction c'est de **construire dès maintenant la grève générale**, d'attaquer les patrons au portefeuille en bloquant réellement l'économie, et ainsi d'obliger Macron à céder à nos revendications.

Pour ne pas laisser les bureaucraties syndicales décider ou négocier à notre place nos droits au rabais, organisons-nous et débattons en **assemblées générales** d'entreprises et de quartiers afin de définir nos propres exigences.

- Pour revenir à un réel système de protection sociale basé sur le salaire socialisé, pour l'arrêt des baisses des cotisations sociales qui sont une partie de notre salaire
- Pour une augmentation immédiate du SMIC, des minima sociaux (minimum vieillesse, retraites les plus faibles, allocation adulte handicapé) et de tous les salaires
- Pour un redéploiement et une extension des services publics et la fin de la gestion managériale qui les détruit
- Pour la réduction du temps de travail, pour travailler tou·te·s moins et autrement
- Pour la défense du droit de tou·te·s les travailleur·euse·s à l'indemnisation chômage, sans exigence
- Pour une retraite à taux plein plus tôt et une prise en compte réelle de la pénibilité au travail
- Pour l'abandon des réformes du lycée professionnel et général, pour l'abandon de la loi "école de la confiance".
- Pour l'abandon de Parcoursup et la fin des pratiques discriminatoires de hausse des frais d'inscription à l'université pour les étudiant·e·s étranger·ère·s
- Pour l'abandon de la loi "anti-casseurs" attentatoire au droit de manifester
- Pour l'interdiction immédiate et définitive des lanceurs de balles de défense (LBD 40), des grenades à main de désencerclement et des grenades de gaz lacrymogène instantanées (GLI-F4) en manifestation
- Pour l'abandon de la loi "asile et immigration", pour l'accueil digne des réfugié·e·s et leur régularisation
- Pour la réquisition des bâtiments inoccupés depuis 1 an et plus par les collectivités, et la mise à l'abri des personnes SDF

Luttons, unissons-nous, organisons-nous !



CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
CNT Nantes c/o B17, 17 rue Paul Bellamy, 44000 Nantes
interco44@cnt-f.org - <http://cnt-f.org/ulnantes>